

<https://ricochets.cc/C-est-aux-militants-de-terrain-et-aux-victimes-des-violences-policieres-de-parler.html>



**C'est aux militants de terrain et  
aux victimes des violences  
policières de parler, adieu les  
leaders, réformistes et  
porte-paroles**

Date de mise en ligne : samedi 25 janvier 2020

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

# ON CHOISIT CEUX QUI NOUS RENDENT INVISIBLES !

**Certain-es d'entre nous se battent corps et âme depuis des années contre les violences d'État.**

Beaucoup d'entre nous ont été ou sont régulièrement la cible de ces violences.

Des centaines de personnes ont, dans un passé relativement récent, été assassinées ou déportées par la police française (durant le régime de Vichy, durant la guerre d'Algérie, dans les départements d'outre-mer, au cours des « années de plomb », sous Mitterrand...), sans que ces crimes n'aient été reconnus comme de la responsabilité de l'État.

Entre dix et trente personnes meurent chaque année des mains de la police.

Des personnes sont mutilées par dizaines et blessées par centaines des mains de la police.

Ces violences ne concernent plus seulement les noirs et les arabes

Des personnes sont assignées à résidence tandis que des milliers d'autres sont désormais interdites de certaines villes, de certaines régions, de certaines activités, et notamment celles d'exercer leurs droits pourtant garantis par la constitution.

Ces violences ne concernent plus seulement les noirs et les arabes.

Tout le monde est désormais premier-es concerné-es. Pas par le racisme, certes, mais par les violences d'État.



Par contre, ceux qui parlent en notre nom ne sont souvent pas premier-es concerné-es.

A chaque fois que les flashes des photographes crépitent au gré d'une actualité opportuniste, décidée par les chiens de garde médiatiques du Pouvoir, certains personnages (souvent des mecs d'ailleurs), viennent nous voler notre parole.

Grands noms du barreau (avocats médiatiques), flics « de gauche », représentant-es d'associations et affairistes en campagne qui s'improvisent coachs de victimes, viennent régulièrement se placer avec leurs larges épaules devant

le champ des caméras et derrière nos micros, regrettant la disparition de l'État de droit et criant à la dérive, invitant à un sursaut citoyen, plutôt que de descendre dans la rue quand il s'agit de se révolter vraiment.

**On se noie dans les discours convenus, entendus, politiquement corrects, quand bien-même on parle désormais jusque dans certains cercles privilégiés de « violences systémiques ».**

On a bon dos de dénoncer les violences qu'on incarne soi-même, par ses privilèges de classe, par ses modes de vie, par le métier qu'on exerce.

Aujourd'hui, on peut avoir été flic un tiers de sa vie, avoir traqué les radicaux pendant des années dans le cadre de son travail ou être un connard réactionnaire ou mysogine, mais être néanmoins invité comme objecteur de conscience ou comme « lanceur d'alerte » dans des tables-rondes aux côtés de militant-es.

Ca fait quarante ans qu'on les lance ces saloperies d'alertes ! Depuis que Papon a été préfet de Paris pendant plus d'une décennie, depuis que Mitterand a niqué le mouvement kanak, depuis que Pasqua a généralisé la BAC après avoir créé le SAC, depuis que Sarkozy a lâché ses chiens contre nous tou-tes, depuis que ce fou furieux de Valls et ce faux-frère de Hollande ont fait de l'état d'urgence un mode de gouvernance...

des doléances qui viennent quémander au pouvoir ce que nous devrions prendre de force

Et voilà que des pétitions foisonnent, venant décorer le grand buisson touffu des actes inutiles, doléances qui viennent quémander au pouvoir ce que nous devrions prendre de force. **On milite pour l'abolition de la peine de mort, tout en acceptant l'idée qu'on exécute sans procès de supposés délinquants dans les quartiers populaires, on demande l'interdiction des armes sublétales dans les manifestations, justifiant en négatif que la police éborgne des arabes et des noirs sur le pas de leur porte, on demande l'interdiction de certaines techniques d'immobilisation mortelle, tout en feignant de ne pas comprendre que c'est l'intention des policiers impliqués qui amène à la mort...**

Et pendant ce temps là, nos révoltes se meurent. On croit encore et toujours aux recours devant les plus hautes juridictions, aux boniments de l'état de droit et de ses déclarations des droits de l'homme, qui n'ont jamais été autre chose que des déclarations, à une réforme de la police et du maintien de l'ordre qui viendrait nous raconter de belles histoires sur une police qui frapperait avec douceur et tuerait avec parcimonie, seulement quand elle n'a plus le choix.

**Ça suffit, ne tendons plus le micro à ceux qui n'ont jamais été sous les matraques ou dans le viseur des lanceurs de balles de gomme. Illes n'y connaissent rien et ne font que déformer nos propos, minimiser nos souffrances, pacifier nos révoltes et récupérer nos combats.**

On n'a aussi peu besoin de la gauche d'appareil que des centrales syndicales. Il est temps de mettre fin à la professionnalisation de la lutte.

aucun « débat contradictoire » avec nos oppresseurs ne doit être accepté

**Du vent les réformistes, adieu les leaders et porte-paroles. C'est à nous de parler, militant-es de terrain, premier-es concerné-es et proches de victimes. Et aucun « débat contradictoire » avec nos oppresseurs ne doit être accepté : ce mirage de la démocratie nous amène aux abîmes, il vient donner la parole chaque jour aux pires raclures en présentant leur propos comme digne d'intérêt.**

Enterrons définitivement le mythe des Lumières et le code Napoléon. L'expérience a montré qu'elle n'était pas viable.

**On ne combat pas le fascisme sur le terrain des idées ni sur celui du droit, mais par une résistance en actes**  
:

- 1) en accompagnant chaque personne et chaque famille meurtrie par les violences policières dans son combat pour la vérité et dans la prise en charge de ses traumatismes ;
- 2) en constituant nous-mêmes et sans apport institutionnel un comité d'investigation indépendant sur les violences et crimes d'État ;
- 3) en mettant en place au niveau local des comités d'auto-défense populaire visant à surveiller les forces de l'ordre et à organiser la sécurité quotidienne des quartiers sans elles, tout en organisant des actions pour le désarmement des forces de l'ordre, amenant à l'abolition progressive de la police au profit de comités d'autodéfense populaire ;
- 4) en organisant partout des débats populaires sur l'histoire coloniale de la France et son impérialisme économique de nos jours, sur une société sans police et sur l'autodéfense populaire, sur la nécessité d'abolir le capitalisme et de lui opposer une écologie radicale, sur l'autonomie et le communalisme... ;
- 5) en renforçant la solidarité internationale par des actions concrètes de soutien auprès des exilé-es et contre l'enfermement des étranger-es, des manifestations systématiques contre les guerres menées par la France à l'étranger, le soutien matériel des populations en révolte contre le capitalisme et l'État partout à travers le monde ;
- 6) en soutenant la grève et en bloquant les flux de l'économie jusqu'à obtenir l'arrêt de la machine, interrompre sa croissance perpétuelle et prendre le temps nécessaire pour repenser l'ensemble du système ;

Il serait temps...

*post de IanB, Désarmons-les*